

# Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement

## Rapport des conclusions du Sommet



PROMOUVOIR LES ENVOIS DE  
FONDS DIGITAUX POUR FAVORISER  
L'INCLUSION FINANCIÈRE ET LA  
RÉDUCTION DES COÛTS  
Campagne  
IDFR 2023-2024



Journée internationale  
des envois de fonds à la famille  
16 JUIN

#FamilyRemittances



Pacte mondial  
pour les migrations

Objectifs 19 et 20



OBJECTIFS  
DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE



Nations Unies  
Nairobi, Kenya  
14-16 juin 2023



#gfrid  
[www.gfrid.org](http://www.gfrid.org)  
[gfrid@ifad.org](mailto:gfrid@ifad.org)

PARTENAIRES TECHNIQUES



CrossTech



GSMA



PRÉSENTÉ PAR



# À propos du Sommet GFRID 2023



En partenariat avec le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (UN OSAA) et la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a accueilli le huitième Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement (GFRID) à l'Office des Nations Unies à Nairobi (Kenya) du 14 au 16 juin 2023.

Mis en avant et promu par les Nations Unies comme une tribune permettant d'impliquer tous les secteurs, le Sommet visait à rassembler les parties prenantes du monde entier impliquées dans le domaine des envois de fonds, de l'investissement des diasporas et du développement. Il s'agissait également d'un prolongement des forums précédents et des [webinaires eGFRID](#) visant à aborder des domaines thématiques clés liés aux envois de fonds et aux investissements des diasporas.

Le Sommet 2023 du GFRID a vu la participation de **plus de 650 praticiens et parties prenantes** des secteurs public et privé et de la société civile en Afrique et du monde entier. L'événement a été pour les participants une tribune interactive qui leur a permis de discuter des possibilités et

des défis rencontrés dans le paysage post-pandémique en mettant l'accent sur les principaux couloirs d'envois de fonds et d'innovations en matière d'investissement des diasporas en Afrique. Dans ce cadre, le Sommet a été l'occasion de convenir d'étapes clés concernant l'impact des envois de fonds sur la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Les conclusions du Sommet devraient permettre de soutenir le prochain **Forum politique de haut niveau pour le développement durable (Sommet des ODD)** et le prochain examen de la mise en œuvre du **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM)**.



DE GAUCHE À DROITE

**Cristina Duarte**  
Secrétaire générale adjointe, Conseillère spéciale pour l'Afrique auprès du Secrétaire général des Nations Unies, UN OSAA

**Ugochi Daniels**  
Directrice générale adjointe, OIM

**Roseline K. Njogu**  
Secrétaire principale, Département d'État pour les affaires des diasporas, Gouvernement du Kenya

**Alvaro Lario**  
Président, Fonds international de développement agricole (FIDA)

**H.E. Henriette Geiger**  
Ambassadrice de l'UE au Kenya

**Sara Mbago-Bhunu**  
Directrice de la Division Afrique orientale et australe, FIDA

**Dr Patrick Ngugi Njoroge**  
Gouverneur, Banque centrale du Kenya

**Gopinath Prahlada Char Tulasi**  
Conseiller, Département de la politique économique et de la recherche, G20/GPFI  
Présidence 2023, Banque de réserve de l'Inde

# Le Sommet en chiffres

**655 participants**  
de plus de **60 pays**

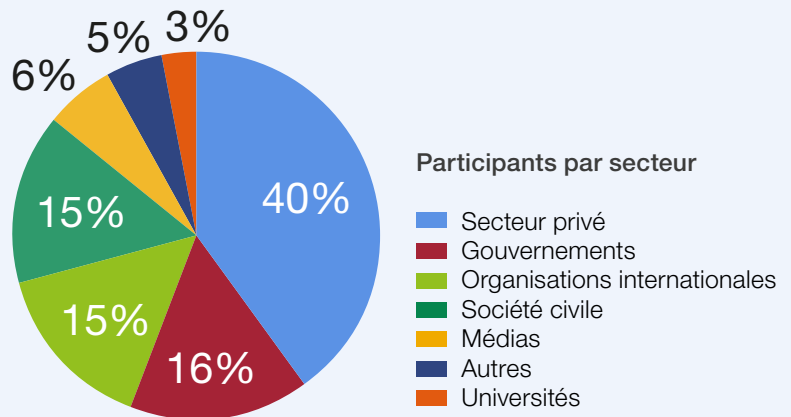
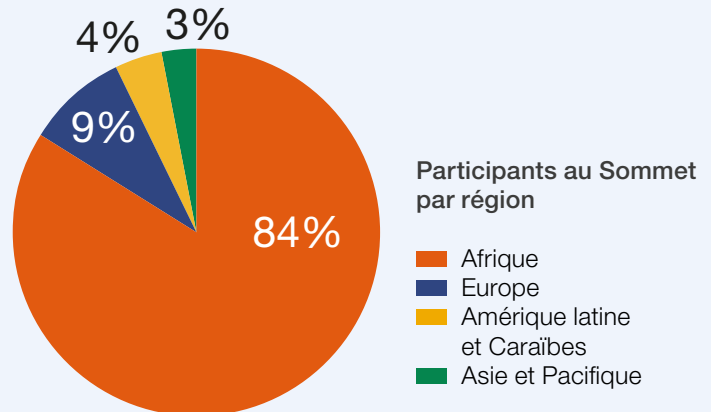
**3 jours** impliquant  
**33 panels d'experts**, dont  
**4 séances d'ouverture** et  
**4 discours liminaires**

**118 intervenants** d'institutions  
financières internationales, de  
gouvernements, du secteur privé  
et de la société civile

Plus de **100 articles** et mentions  
dans la presse internationale

Plus de **100 000 impressions**  
sur les plateformes de réseaux  
sociaux du MFEF et du FIDA

Plus de **5 000 visites** sur les  
pages web dédiées au Forum



## Flux et tendances des envois de fonds au niveau mondial

Les envois de fonds vers les pays en développement ont connu une augmentation remarquable de 36% entre 2017 et 2022. Au plus fort de l'épidémie de COVID-19 en 2020, les envois de fonds se sont légèrement contractés de 1%, mais ont rebondi l'année suivante de plus de 10%, prouvant une fois de plus l'engagement remarquable des migrants à soutenir leurs proches restés au pays en temps de crise.

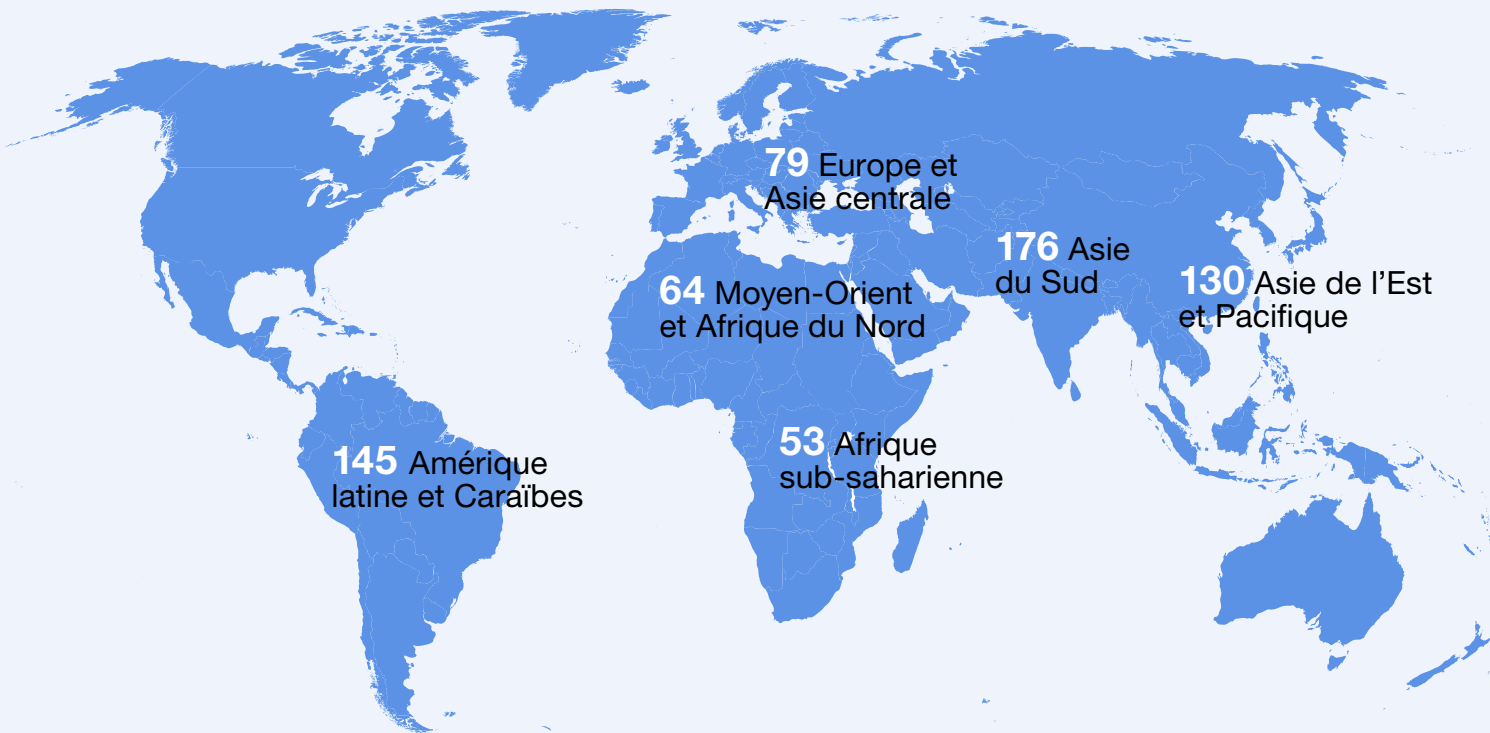
**En 2022, les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) ont connu une augmentation significative de 8% par rapport à l'année précédente, atteignant le montant stupéfiant de 647 milliards d'USD (Banque mondiale, 2023). Les projections suggèrent que les envois de fonds vers les PRFI atteindront un montant estimé à 5,4 billions d'USD d'ici 2030.**

**Les envois de fonds vers l'Afrique et au sein de celle-ci ont été estimés à plus de 100 milliards d'USD.** Cette estimation sous-estime de manière significative les flux réels. Déjà ainsi ces fonds ont profité à au moins 200 millions de membres de famille de migrants africains dans un continent où 55% de la population vit encore dans les zones rurales.

Les envois de fonds sont un filet de sécurité pour les individus et les familles. En moyenne, 75% des envois de fonds sont utilisés pour couvrir plusieurs objectifs de développement durable (ODD) au niveau des familles: Faim « zéro » (ODD 2), Bonne santé et bien-être (ODD 3). Environ 50% des personnes originaires de pays dépendant des envois de fonds vivent dans des zones rurales, où vivent 75% des pauvres et des personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le monde.

## Envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire par région (en milliards d'USD)

+200 millions de travailleurs migrants ont envoyé **647 milliards d'USD** en 2022 à plus de **800 millions** de membres de leur famille et proches



Source: Banque mondiale, Knomad, 2023.

Les appellations employées sur cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au tracé des frontières ou des limites, ni quant aux autorités dont elles relèvent.

Les 25% d'envois de fonds restants représentent plus de 160 milliards d'USD par an, qui peuvent être soit épargnés, soit investis dans les actifs et le capital humain ou dans des activités qui apportent de la résilience aux personnes confrontées à des pertes de revenus et à des chocs liés aux conditions météorologiques. Cela signifie que les envois de fonds répondent également à d'autres ODD, tels que: Éducation de qualité (ODD 4), Égalité entre les sexes (ODD 5) Eau propre et assainissement (ODD 6), Travail décent et croissance économique (ODD 8), Inégalités réduites (ODD 10) et Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13).

De plus, par le biais d'investissements, les membres des diasporas financent des initiatives individuelles ou collectives, à travers l'entrepreneuriat, l'investissement direct dans des entreprises ou des infrastructures collectives et l'investissement indirect dans des produits et véhicules financiers structurés. Les ressources des diasporas sont estimées à 500 milliards d'USD d'épargne accumulée, principalement stockée dans les pays d'accueil, et restent largement inexploitées.

Les investisseurs des diasporas créent des entreprises, se constituent un patrimoine et nouent des relations commerciales internationales. Les travailleurs migrants

participent à des activités économiques transnationales avec leur pays d'origine qui jettent les bases de liens profonds et d'un impact sur leur communauté d'origine. Les réseaux qu'ils bâtissent créent un espace dynamique d'intervention dans le développement économique, en particulier lorsque les politiques gouvernementales ou la communauté des donateurs soutiennent et intègrent leur engagement. Les diasporas possèdent également des connaissances économiques et juridiques qui réduisent les asymétries d'information auxquelles sont confrontés les autres investisseurs. Cela peut réduire les coûts de transaction liés à l'investissement dans leur pays d'origine.

**Maximiser l'impact sur le développement des envois de fonds des migrants et des investissements des diasporas peut créer des possibilités économiques pour un développement durable capable de réduire le besoin de migrer.** Il s'agit d'apporter de la résilience aux familles en leur donnant accès à des moyens moins coûteux, plus rapides et plus sûrs de transférer et d'investir leurs fonds, et de tirer parti de ces flux pour favoriser l'inclusion financière, l'entrepreneuriat et l'adaptation aux changements climatiques.

# Principaux thèmes abordés

Le Sommet s'est articulé autour de deux axes principaux, les envois de fonds et les investissements des diasporas. Des experts du monde entier ont pris activement part aux discussions et aux débats sur leurs expériences, les perspectives et les innovations les plus récentes qui permettent de déployer le potentiel des envois de fonds et des investissements des diasporas dans un monde post-pandémique.

Ce Sommet de trois jours a permis d'examiner à 360 degrés les défis et les possibilités auxquels sont confrontés des millions de migrants et leurs familles dans le monde entier lorsqu'ils envoient et reçoivent des fonds, en particulier en Afrique. Des millions de personnes qui reçoivent des fonds continuent de subir les conséquences de l'inefficacité du marché des envois de fonds. Les coûts associés aux envois de fonds restent inacceptables, **avec une moyenne mondiale de 6,25% au premier trimestre 2023, dépassant la cible de 3% fixée par les ODD**. C'est en Afrique subsaharienne que le coût moyen des envois de fonds est le plus élevé, à 8,35% (Banque mondiale, 2023). Bien que les transferts numériques offrent une alternative plus abordable, plus rapide et plus sûre, ils ne représentent qu'une petite partie du marché global. En outre, malgré la compétence financière et les attentes en matière financière nées d'une pratique régulière des envois de fonds, les familles qui reçoivent des fonds se retrouvent souvent marginalisées par les prestataires de services financiers et exclues des programmes gouvernementaux, ce qui ne fait qu'exacerber leur exclusion financière.

De même, les migrants désireux d'investir directement dans leur pays d'origine se heurtent à des obstacles considérables dans leur volonté de contribuer et d'investir leur épargne. La disponibilité limitée de mécanismes d'investissement sûrs et fiables, offrant des possibilités d'investissement à impact, reste l'une des plus importantes lacunes pour les investisseurs privés, les gouvernements et les organisations de développement.

Les discussions du Sommet ont permis d'identifier les opportunités de marché et les priorités de développement en vue de la réalisation des objectifs de 2030, qui, au cours des prochaines années, pourront bénéficier à la fois aux expéditeurs et aux destinataires des envois de fonds, ainsi qu'aux opérateurs de transfert d'argent. Les débats et les présentations ont porté sur les tendances et les stratégies de marché, les technologies et les modèles économiques innovants sur le marché des envois de fonds, ainsi que sur les cadres réglementaires qui permettent de mettre en place les modèles économiques les plus efficaces.

En particulier, la numérisation des envois de fonds représente une formidable opportunité de favoriser l'inclusion financière en améliorant l'accès à des produits financiers adaptés et élargissant leur utilisation.

Par ailleurs, des données granulaires et précises, ainsi qu'un dialogue soutenu entre les parties prenantes privées et publiques sont essentiels, notamment avec les organismes de réglementation, dans le but d'éliminer la perception d'une menace des envois de fonds familiaux pour l'intégrité des marchés financiers.

En ce qui concerne les investissements des diasporas, le Sommet 2023 du GFRID a présenté un large éventail de véhicules d'investissement et de programmes de pointe destinés à permettre aux diasporas d'investir leurs ressources dans leur pays d'origine. À cet égard, les discussions ont traité des capacités et des préférences des diasporas en matière d'investissement dans leur pays d'origine, des véhicules d'investissement existants et émergents mis en place par les gouvernements et le secteur privé, ainsi que des défis à relever pour atteindre et satisfaire les divers profils de ces diasporas.

Les discussions sur le rôle des envois de fonds et des investissements des diasporas dans la réalisation des ODD relatifs à la sécurité alimentaire et à l'adaptation aux changements climatiques ont particulièrement marqué le Sommet.

## Focus

**Le Sommet s'est intéressé à la réalité que vit actuellement un milliard de personnes qui envoient ou reçoivent des fonds dans le monde et les membres des diasporas qui investissent déjà ou souhaitent investir dans leur pays d'origine. Le Sommet a cherché à mettre en lumière le rôle essentiel joué par les envois de fonds et les investissements des diasporas dans l'accélération des progrès vers la réalisation des ODD, en mettant l'accent sur le paysage africain. Les contributions des migrants peuvent être maximisées grâce à des politiques nationales et mondiales favorables, ainsi que par des innovations de marché de la part des opérateurs dans les écosystèmes des envois de fonds et de l'investissement.**

# Principales déclarations



**Alvaro Lario**

Président du Fonds international de développement agricole

« Les envois de fonds aident les familles et les communautés de diverses manières. Ils contribuent directement à de nombreux objectifs de développement durable. La moitié des 647 milliards d'USD d'envois de fonds enregistrés en 2022 ont été dirigés vers les zones rurales, où se concentrent la pauvreté et la faim, et où les envois de fonds font la plus grande différence dans la vie des gens. »

« L'Afrique n'a pas pleinement réalisé ses ambitions, et les envois de fonds peuvent être le moyen de changer la donne. Des systèmes nationaux solides sont nécessaires pour faire des envois de fonds une source d'investissement pour le développement et créer des écosystèmes innovants pour la distribution des revenus. »



**Cristina Duarte**

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et  
Conseillère spéciale pour l'Afrique



**Jutta Urpilainen**

Commissaire de l'Union européenne aux Partenariats internationaux

« Nous devons cultiver les partenariats internationaux et porter les envois de fonds au cœur du débat sur le développement, tout en soulignant leur lien avec le défi des changements climatiques. »

« Nous devons créer un environnement propice qui autonomise les diasporas, achemine les envois de fonds en direction de projets de développement communautaire durable et ouvre la voie à un avenir prospère pour le milliard d'expéditeurs et de destinataires dans le monde. »



**Ugochi Daniels**

Directrice générale adjointe chargée des opérations,  
Organisation internationale pour les migrations

# Principales conclusions et résultats exploitables

La contribution économique des migrants, par le biais des fonds qu'ils envoient et des investissements qu'ils réalisent au profit de leurs familles et de leurs communautés d'origine, est aujourd'hui plus importante que jamais et est reconnue comme une priorité pour le développement.

Les envois de fonds et les investissements des diasporas revêtent une portée et des besoins différents. Même s'ils apparaissent parfois interconnectés, ils nécessitent des approches différenciées et adaptées afin de maximiser leur potentiel de développement.

Les envois de fonds internationaux sont des paiements privés transfrontaliers, de personne à personne, d'une valeur relativement faible, envoyés régulièrement par des travailleurs migrants à leurs proches dans leur pays d'origine dans le but de soutenir leurs moyens de subsistance et de contribuer à leur bien-être.

Les investissements des diasporas répondent quant à eux à des objectifs personnels fixés par les migrants qui souhaitent financer des opportunités commerciales dans leur pays d'origine. Ces investissements peuvent être individuels ou collectifs. Leur taille, portée, durée et fréquence varient.





S'ils sont correctement exploités, les envois de fonds et les investissements des diasporas peuvent constituer des « flux de changement » pour leurs pays d'origine, en favorisant les opportunités économiques et le développement durable.








Les principales conclusions et les résultats exploitables des panels et des discussions de haut niveau du GFRID sont structurés en deux volets:

- (i) **Envois de fonds**
- (ii) **Investissements des diasporas**











Ces résultats répondent directement à l'Agenda 2030 pour la cible c de l'ODD 10: « D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 pour cent », et les objectifs 19 et 20 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM).



Résultats exploitables	Pacte mondial sur les migrations	Objectifs de développement durable	Parties prenantes
<b>Domaine d'intervention: Envois de fonds</b>			
Développer et renforcer la collecte de données sur les envois de fonds	<p><b>OBJECTIF 1:</b> Collecter et utiliser des données précises et ventilées qui serviront à l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits</p> <p><b>OBJECTIF 20:</b> Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants</p>	 	Gouvernements, banques centrales, opérateurs de transfert d'argent
Examiner régulièrement les cadres juridiques et réglementaires	<p><b>OBJECTIF 20:</b> Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants</p>	 	Régulateurs

Résultats exploitables	Pacte mondial sur les migrations	Objectifs de développement durable	Parties prenantes
<b>Domaine d'intervention: Envois de fonds</b>			
Promouvoir des systèmes de paiement instantané interopérables	<p><b>OBJECTIF 20:</b> Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants</p>	 	Régulateurs financiers, opérateurs de systèmes de paiement
Améliorer l'accès numérique et les produits financiers liés au service de transfert pour les expéditeurs et les destinataires des envois de fonds	<p><b>OBJECTIF 2:</b> Lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine</p> <p><b>OBJECTIF 20:</b> Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants</p>	  	Institutions financières, entreprises de technologie financière (fintech)
Développer l'éducation financière et la culture numérique parmi les expéditeurs et les destinataires de fonds	<p><b>OBJECTIF 2:</b> Lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine</p> <p><b>OBJECTIF 20:</b> Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants</p>	   	Gouvernements, ONG, institutions financières
Reconnaître la contribution des envois de fonds à l'adaptation aux changements climatiques	<p><b>OBJECTIF 2:</b> Lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine</p> <p><b>OBJECTIF 20:</b> Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants</p>	  	Gouvernements, institutions de financement du climat
Renforcer les partenariats	<p><b>OBJECTIF 23:</b> Renforcer la coopération internationale et les partenariats</p>		Secteur public, secteur privé, société civile



Résultats exploitables	Pacte mondial sur les migrations	Objectifs de développement durable	Parties prenantes
<b>Domaine d'intervention: Investissements des diasporas</b>			
Connaître l'investisseur des diasporas	<p><b>OBJECTIF 16:</b> Donner aux migrants et aux sociétés des moyens en faveur de la pleine intégration et de la cohésion sociale</p> <p><b>OBJECTIF 19:</b> Créer les conditions permettant aux migrants et aux diasporas de contribuer pleinement au développement durable dans tous les pays</p>	 	Gouvernements, institutions financières internationales, fonds d'investissement, organisations des diasporas
Créer des environnements favorables et des cadres réglementaires harmonisés	<p><b>OBJECTIF 19:</b> Créer les conditions permettant aux migrants et aux diasporas de contribuer pleinement au développement durable dans tous les pays</p>		Autorités de régulation, agences de développement
Adapter les modèles d'investissement en fonction des profils des diasporas	<p><b>OBJECTIF 19:</b> Créer les conditions permettant aux migrants et aux diasporas de contribuer pleinement au développement durable dans tous les pays</p>	 	Gouvernements, institutions financières internationales, fonds d'investissement, organisations des diasporas
Tirer parti des investissements des diasporas pour l'adaptation aux changements climatiques	<p><b>OBJECTIF 19:</b> Créer les conditions permettant aux migrants et aux diasporas de contribuer pleinement au développement durable dans tous les pays</p>	   	Gouvernements, agences de développement, organisations des diasporas, institutions financières
Passer du projet pilote à la mise à l'échelle	<p><b>OBJECTIF 19:</b> Créer les conditions permettant aux migrants et aux diasporas de contribuer pleinement au développement durable dans tous les pays</p>	    	Gouvernements, agences de développement

## Envois de fonds

Les envois de fonds constituent un filet de sécurité pour les familles des migrants et sont vitaux pour la subsistance de leurs communautés dans leur pays d'origine. Ils constituent un élément essentiel des économies nationales dans la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI). Actuellement, un milliard de personnes, soit une personne sur huit dans le monde, sont directement concernées par l'envoi ou la réception de fonds et plus de la moitié de ces flux atteignent les zones rurales où ils comptent le plus.

### 1 Développer et renforcer la collecte de données sur les envois de fonds

**La collecte, l'analyse et la diffusion de données désagrégées sur les flux d'envois de fonds, leur accès et leur utilisation ont un impact réel sur les politiques publiques, les investissements du secteur privé et la prise de décision éclairée au niveau des clients**

Des données exploitables, des renseignements sur le marché et des informations, conduisant à la transparence et à la protection des consommateurs, sont des éléments fondamentaux de l'écosystème des envois de fonds. La précision des données sur les coûts, les instruments, les canaux utilisés et les services financiers connexes constitue un outil transversal qui permet de stimuler la concurrence et de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement associés. Les données granulaires peuvent également contribuer à l'estimation des flux informels et à identifier les politiques et les interventions nécessaires pour les formaliser.

Les données communiquées par les banques centrales ou d'autres entités publiques sont essentielles pour surveiller les flux entrants et sortants. En outre, la publication de ces données ventilées par couloir d'envoi améliore la prise de décision commerciale des opérateurs de transfert d'argent (OTA). Cependant, peu de pays publient régulièrement des données relatives aux envois de fonds. Seuls six pays d'Afrique l'ont fait en 2023.

Par conséquent, il est indispensable de disposer d'un référentiel de données regroupant les informations relatives aux différents marchés sur une plateforme unique offrant un accès aisé et permettant de démontrer l'impact des envois de fonds sur le développement pour l'ensemble des parties prenantes. Cela nécessite également une uniformisation des normes de communication et une collaboration entre les pays émetteurs et récepteurs des envois de fonds.

#### Résultats exploitables:

- Inciter les parties prenantes à collecter et à diffuser publiquement des données pertinentes sur les envois de fonds, tout en accordant une attention particulière à la protection des données. Les États membres peuvent chercher à reproduire les approches et les méthodologies de collecte de données mises en place en Italie, ainsi qu'au Kenya, au Maroc et en Ouganda.
- Collecter et publier des données à un niveau granulaire plus fin par le biais d'enquêtes portant sur la demande afin d'identifier les besoins des migrants et de leurs familles en termes d'accès et d'utilisation des envois de fonds, les préférences des clients en fonction du sexe et des zones rurales ou urbaines, et les envois de fonds informels.
- Recueillir des données désagrégées par couloir d'envoi sur les flux et les coûts par instrument, par canal et par point d'accès.
- Harmoniser les normes de communication et encourager la collaboration entre les pays. La création d'un référentiel de données centralisé qui fournit des données de marché normalisées et des informations aux OTA et aux décideurs politiques au niveau d'un pays ou d'une région peut faciliter la collecte et la diffusion des données entre toutes les parties prenantes.
- Tirer pleinement parti des outils de collecte et d'analyse des données sur les envois de fonds créés par des organisations internationales telles que le FIDA et la Banque mondiale. Il s'agit notamment de [RemitSCOPE](#) développé par le FIDA et conçu comme une plateforme collaborative, en plus du site [Remittance Prices Worldwide \(RPW\)](#) et les rapports réguliers de [Knomad](#) fournis par la Banque mondiale. Toutes les parties prenantes sont encouragées à fournir des données et des informations pertinentes à ces référentiels de données.

### 2 Promouvoir des cadres réglementaires harmonisés et proportionnés aux risques effectifs des envois de fonds

**Des cadres juridiques et réglementaires harmonisés sur les envois de fonds, conformes aux normes internationales, peuvent conduire à une plus grande intégration des marchés et à une réduction des risques**

Dans de nombreuses juridictions, les règles de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB/FT) sont appliquées de manière disproportionnée au marché des envois de fonds, caractérisé par des transactions de faible valeur.

Le Groupe d'action financière (GAFI) définit le « de-risking » (l'atténuation des risques) comme l'acte par des institutions financières de restreindre ou cesser des relations commerciales avec des clients ou catégories de clients pour éviter, plutôt que gérer, le risque conformément à l'approche basée sur les risques prônée par le GAFI. La Banque des règlements internationaux (BRI) signale qu'entre 2019 et 2022, les relations de correspondance bancaire (RCB)

ont diminué de 30%. Le déclin des RCB a été largement associé aux tendances à l'atténuation des risques sur les marchés transfrontaliers, y compris les envois de fonds. Suite à l'approche d'atténuation des risques, les opérateurs de transfert d'argent (OTA) travaillant dans des pays considérés comme des environnements à haut risque sont souvent perçus comme des clients à haut risque par les banques, qui décident unilatéralement de mettre fin à la relation d'affaires. La conséquence directe est que de nombreuses familles qui envoient des fonds n'ont plus accès aux envois de fonds formels. L'expression « de-risking » a été largement utilisée, même dans les situations où des restrictions aveugles sont appliquées sans tenir compte des risques sous-jacents. Il s'agit d'un terme controversé qui sème la confusion dans le débat sur les envois de fonds.

#### Résultats exploitables:

- Renforcer les capacités des régulateurs sur la manière d'appliquer efficacement la surveillance fondée sur le risque et de favoriser l'inclusion financière conformément aux lignes directrices du GAFI. Cela devrait inclure des évaluations des risques fondées sur des preuves afin de permettre une réponse politique proportionnée aux risques et l'introduction de cadres simplifiés de diligence raisonnable qui faciliteront l'adoption de comptes destinés à des envois de fonds de faible valeur.
- Encourager les solutions technologiques pour améliorer la conformité réglementaire, le cas échéant. Cela peut nécessiter un renforcement des capacités et une assistance technique aux parties prenantes des secteurs public et privé.
- Promouvoir l'utilisation du terme « de-banking » au lieu de « de-risking », car il est plus approprié pour définir les résultats des processus KYC et CDD basés sur des règles, qui prévalent sur la plupart des marchés.

## 3 Ouvrir les systèmes de paiement instantané à un large éventail de fournisseurs et accélérer l'interopérabilité

**L'abaissement des barrières à l'entrée pour un large éventail d'OTA et la promotion de systèmes de paiement instantané interopérables sur un marché plus vaste peuvent élargir la couverture des envois de fonds et favoriser la concurrence**

La plupart des réglementations ont aboli les relations d'exclusivité entre les opérateurs, ouvrant ainsi le marché à un plus grand nombre d'acteurs. Pourtant, la chaîne de valeur des envois de fonds reste très fragmentée, ce qui fait grimper les coûts.

L'environnement d'octroi des autorisations reste difficile pour la plupart des opérateurs, car il se caractérise par des délais de traitement trop longs, un manque d'harmonisation des réglementations et un manque d'orientation pour les opérateurs. À l'heure actuelle, ces derniers rencontrent des difficultés pour entrer sur le marché, car ils doivent être titulaires d'une licence du côté de l'émetteur et obtenir des licences ou travailler avec des entités titulaires d'une licence du côté du récepteur des couloirs d'envoi qu'ils desservent.

Bien que les délais de règlement des transactions se soient améliorés, ce problème subsiste sur certains marchés.

#### Résultats exploitables:

- Harmoniser la réglementation entre les juridictions afin d'améliorer l'efficacité et de faciliter la création de systèmes de paiement pan-nationaux et pan-régionaux.
- Rationaliser les exigences en matière d'autorisation pour les opérateurs du marché.
- Permettre aux OTA d'accéder aux systèmes de paiement nationaux et régionaux, le cas échéant.

## 4 Améliorer l'accès aux envois de fonds numériques et aux services financiers connexes

**L'inclusion financière par le biais des envois de fonds renforce la résilience des familles de migrants**

La pandémie de COVID-19 a modifié le paysage des envois de fonds, avec un accroissement exponentiel de la numérisation qui permet de réduire les coûts de transfert, créant ainsi une voie vers la réalisation de la cible c. de l'ODD 10. Les méthodes hybrides de transfert de fonds en espèces et numériques deviennent les nouveaux modèles opérationnels normaux.

Par ailleurs, une plus grande inclusion financière renforce la résilience des bénéficiaires des envois de fonds et facilite la constitution d'actifs.

#### Résultats exploitables:

- Promouvoir la numérisation pour regrouper les services financiers liés aux envois de fonds, accroître l'utilisation des produits d'épargne, de crédit et d'assurance et en élargir l'accès pour les personnes les plus vulnérables au dernier kilomètre.
- Accélérer la numérisation des familles qui envoient des fonds en tant que clients du secteur financier formel afin d'accroître la confiance financière et de les retirer du segment des clients informels et à haut risque.

## 5 Promouvoir l'éducation financière et la culture numérique

**L'éducation financière et la culture numérique sont des éléments essentiels pour renforcer l'inclusion financière et la protection des clients en ce qui concerne les envois de fonds et l'adoption des méthodes numériques**

Le manque d'éducation financière continue d'entraver l'adoption de produits financiers. En combinant mieux les méthodes d'éducation financière et la numérisation, de nombreuses personnes pourront prendre des décisions mieux informées pour choisir des services de transfert et des services financiers qui y seraient liés. La protection des clients, notamment en termes de transparence des coûts et de procédures de recours, est une condition préalable à l'instauration de la confiance des clients dans l'écosystème numérique.

L'éducation financière fait souvent l'objet de partenariats entre le secteur privé et le secteur public. Toutefois, le rôle du secteur privé en matière d'éducation financière peut encore être amélioré pour garantir un déploiement à grande échelle et la durabilité. Il conviendrait d'envisager des efforts pour assurer une éducation financière qui puisse être dispensée par voie numérique.

### Résultats exploitables:

- Intensifier les efforts pour développer l'éducation financière et numérique, même dans les zones rurales reculées.
- Concevoir des programmes d'éducation financière et numérique qui tiennent compte des besoins des groupes mal desservis, notamment des populations rurales, des jeunes et des femmes.
- Combiner la sensibilisation aux produits financiers de base et l'éducation financière afin d'améliorer la capacité des personnes à gérer leur propre budget et à sélectionner des produits adaptés à leurs besoins.
- Encourager les régulateurs et le secteur privé à introduire et à adopter des normes mondiales s'agissant d'afficher le coût total des transactions, y compris les frais de transfert, les éventuels frais d'encaissement et les taux de change appliqués. La protection des consommateurs et la transparence requièrent une plus grande attention de la part de toutes les parties prenantes.
- Renforcer les capacités des régulateurs afin qu'ils comprennent les risques et les avantages des innovations en matière d'actifs virtuels, y compris les monnaies numériques des banques centrales (MNBC). Le secteur privé peut également tirer parti d'une assistance technique pour développer des solutions conformes et à faible risque.
- Promouvoir une approche d'essai et d'apprentissage pour confirmer le rôle possible des monnaies numériques dans la promotion de l'inclusion financière à travers les flux d'envois de fonds.

## 6 Reconnaître la contribution des envois de fonds à l'adaptation aux changements climatiques

**Les praticiens du développement manquent de données fiables démontrant la contribution des envois de fonds à l'adaptation aux changements climatiques et leur potentiel en tant qu'outil d'adaptation**

Les communautés rurales pauvres sont souvent exposées aux chocs climatiques, et nombre d'entre elles sont à deux doigts de sombrer dans la pauvreté.

Les envois de fonds financent déjà les besoins d'adaptation aux changements climatiques, et la demande de financement pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ses effets est en augmentation à mesure que les changements climatiques et leurs conséquences s'aggravent. Il est donc plus important que jamais de fournir de nouvelles options et des mesures incitatives qui pourraient permettre aux familles qui envoient des fonds de renforcer plus efficacement leur résilience face aux chocs liés aux changements climatiques et face aux difficultés économiques et sociales. L'ensemble du secteur agricole (du petit exploitant à la plus grande entité commerciale) doit opérer dans le contexte d'un climat changeant qui, entre autres vulnérabilités, remet en question les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et hydrique, la productivité agricole, la viabilité des communautés et des établissements, la propriété et les chaînes d'approvisionnement.

### Résultats exploitables:

- Reconnaître que les envois de fonds sont des catalyseurs de résilience dans les communautés exposées aux risques climatiques et y consacrer davantage de fonds.
- Fournir aux petits exploitants et aux autres agriculteurs le savoir-faire et l'accès à des solutions qui peuvent leur donner les moyens de mieux anticiper, mesurer et finalement s'adapter à une série de risques climatiques. Il s'agit d'offrir des services financiers (y compris des services de transfert d'argent) et des services non financiers dont les exploitants ruraux ont besoin pour faire face aux risques locaux nés des changements climatiques à l'échelle globale. La communauté internationale peut stimuler de nouvelles stratégies et initiatives pour renforcer l'impact des envois de fonds en faveur des familles et des communautés rurales touchées par des catastrophes climatiques et développer des produits spécifiques pouvant être utilisés par les personnes qui envoient des fonds et leurs familles.

# 7 Renforcer les partenariats

## Les partenariats public-privé-société civile sont essentiels pour améliorer le marché mondial des envois de fonds

Les envois de fonds s'inscrivent dans un cadre financier dans lequel les différentes parties prenantes se rencontrent, dialoguent et se font concurrence. Dans les pays de réception des fonds, les stratégies nationales d'inclusion numérique et/ou financière impliquent des plateformes où interviennent plusieurs parties prenantes qui peuvent conduire à des actions politiques coordonnées dans lesquelles les envois de fonds pourraient être davantage intégrés. De même, dans les pays d'envoi des fonds, les principaux ministères peuvent mettre en place différents groupes de réflexion inter-acteurs sur les envois de fonds et l'inclusion financière, où les secteurs public et privé, le monde universitaire et la société civile se rencontrent pour discuter des défis et des opportunités. Cela permettrait une compréhension commune et une approche systémique, conduisant à des solutions efficaces pour un environnement plus compétitif.

### Résultats exploitables:

- Reconnaître davantage le rôle que jouent les envois de fonds dans le financement de la réalisation des objectifs de développement durable aux niveaux individuel et communautaire et contribuer à accroître leur impact.
- Convoquer les secteurs public et privé, le monde universitaire et la société civile, du niveau local au niveau national et international, pour aider à coordonner et à mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des actions, et évaluer régulièrement les efforts de mise en œuvre.

## Investissements des diasporas

Les investissements des diasporas contribuent au développement économique et social des pays d'origine et permettent d'atténuer l'impact des changements climatiques.

En réponse aux différents profils d'investisseurs et à leur différente appétence pour le risque, plusieurs modèles d'investissement ont vu le jour, notamment divers types d'obligations et de produits financiers connexes, des plateformes de crowdfunding et des mécanismes privés d'investissement à impact.

Ces modèles regroupent les ressources des particuliers dans des véhicules sécurisés et fournissent des informations transparentes et actualisées sur les possibilités d'investissement et les risques associés à l'impact et au

rendement attendus. Cependant, ils restent dispersés et isolés, sans stratégies claires à long terme sur la manière de tirer pleinement parti de la résilience que les investissements des diasporas apportent à l'agenda du financement du développement.

S'ils sont canalisés avec le soutien approprié, dans un environnement politique et réglementaire adéquat, les investissements des diasporas peuvent constituer un instrument puissant pour financer les objectifs de développement, ainsi que pour mobiliser les ressources nationales.

## 1 Connaître l'investisseur des diasporas

### La collecte d'informations spécifiques sur les besoins des investisseurs potentiels et actuels des diasporas est essentielle pour élaborer des politiques favorables et créer des véhicules financiers adaptés à l'appétence des investisseurs migrants vis-à-vis du risque et de l'impact

Les diasporas ne constituent pas un groupe homogène. Chacune a des origines, une histoire, des niveaux d'éducation financière, des ressources financières, des moyens d'investissement et des objectifs différents. En même temps, les investisseurs des diasporas partagent l'objectif commun d'exercer un impact positif sur le développement économique et social des communautés et des pays dans lesquels ils investissent.

Alors que les données sur les flux et les coûts des envois de fonds se sont considérablement améliorées ces deux dernières décennies, les données sur les investissements des diasporas sont à la traîne, avec peu de données granulaires disponibles. Le chiffre réel de 500 millions de dollars d'épargne des migrants est probablement sous-estimé, et il n'existe pas d'enquête mondiale qui permette de calculer les investissements agrégés réalisés chaque année par les migrants, ainsi que leur impact à moyen et à long terme.

### Résultats exploitables:

- Développer des données de meilleure qualité et régulièrement disponibles sur les investissements des diasporas, ventilées par pays et par domaine thématique, afin de mieux comprendre ce phénomène mondial en pleine expansion. Cela peut créer ensuite les conditions optimales pour maximiser leur potentiel de développement. Ceci peut s'obtenir plus efficacement en cartographiant les migrants et les diasporas dans les pays de destination et en s'engageant efficacement auprès d'eux.

- Envisager d'utiliser des outils permettant de mieux mesurer l'impact économique des contributions des diaspora, tels que [le guide de l'OIM](#) ou des instruments similaires développés par les organisations internationales.
- Promouvoir des enquêtes fiables et des analyses approfondies des diasporas ciblées en tant qu'étape initiale obligatoire pour créer un véhicule d'investissement sûr, fiable, solide et efficace afin de répondre aux différents besoins des divers segments des diasporas.

## 2 Mettre en place des environnements favorables et des cadres réglementaires

**Des environnements favorables sont nécessaires pour soutenir l'émergence de modèles d'investissement fiables qui répondent aux besoins des investisseurs des diasporas**

L'intérêt pour les investissements des diasporas croît de manière exponentielle. Dans le même temps, de nouveaux modèles et véhicules d'investissement innovants sont testés pour répondre aux différents besoins des investisseurs des diasporas. Ces modèles nécessitent des environnements réglementaires clairs pour être mis en œuvre à plus grande échelle, ainsi qu'un dialogue continu avec les régulateurs afin d'équilibrer les avantages et les risques.

En outre, ces produits sont souvent soumis à deux cadres réglementaires, l'un dans le pays d'origine et l'autre dans le pays de destination. Cette situation est source de complexité, de coûts et d'autres facteurs limitatifs qui affectent considérablement l'efficacité des nouveaux modèles et produits d'investissement.

### Résultats exploitables:

- Instaurer un dialogue multipartite pour aborder des questions telles que les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, la collecte de renseignements financiers, l'accès aux comptes bancaires, les investissements transfrontaliers et les différentes formes de mise en commun des investissements des particuliers. Ce dialogue doit inclure les autorités réglementaires ainsi que les agences de développement, les agences de promotion des investissements et les organisations des diasporas. Les interventions qui en découlent peuvent permettre aux investissements des diasporas de continuer à croître en termes de volume, de taille et d'impact.
- Créer des juridictions favorables aux investissements des diasporas dans les pays d'accueil grâce à des cadres juridiques et des incitations fiscales adaptés. Il est nécessaire de tenir compte des contraintes liées à l'enregistrement des produits d'investissement sur les marchés des pays de résidence.

- Favoriser le dialogue entre les promoteurs de véhicules d'investissement des diasporas dans les pays d'accueil et d'origine afin de proportionner les risques de non-conformité et d'assurer la protection des consommateurs dans le but de stimuler les innovations en matière d'investissement.
- Renforcer les cadres juridiques des plateformes de crowdfunding dédiées à l'investissement afin de lever des capitaux des diasporas à l'étranger.
- Aider les investisseurs à appréhender les complexités financières, juridiques et politiques de l'investissement dans leur pays d'origine par divers moyens, tels que la création d'équipes de liaison avec les investisseurs des diasporas au sein des agences de promotion des investissements ou des ministères des finances.

## 3 Personnaliser les modèles d'investissement en fonction des profils de diasporas

**Des solutions d'investissement correspondant aux différents profils et motivations des investisseurs des diasporas émergent, mais une sensibilisation élargie à ces modèles différenciés est nécessaire pour augmenter la confiance de la diaspora et l'impact de ces solutions**

Des mécanismes de financement publics et privés ont vu le jour ces dernières années, répondant aux besoins et aux exigences des différents profils d'investisseurs. Il s'agit notamment d'obligations et de produits financiers connexes, de plateformes de crowdfunding dédiées à l'investissement, de mécanismes d'investissement direct de personne à personne et autres fonds d'investissement à impact, qui présentent des caractéristiques et des profils très différents et attirent des segments différents d'investisseurs des diasporas.

Certains migrants ont également l'intention d'investir dans leur propre entreprise et de devenir entrepreneurs ou peuvent faciliter les investissements indirects en apportant leurs connaissances et leur expertise à d'autres investisseurs.

### Résultats exploitables:

- Diversifier les approches et les véhicules personnalisés pour regrouper les ressources des particuliers dans des véhicules sûrs, et fournir des informations plus transparentes et actualisées sur les possibilités d'investissement et les risques associés. Ces mesures peuvent contribuer à instaurer la confiance au sein des diasporas afin d'exploiter pleinement leur potentiel de développement.
- Fournir une éducation financière adéquate et un soutien spécifique au développement des entreprises aux entrepreneurs et investisseurs potentiels des diasporas.
- Fournir une formation financière adéquate aux diasporas sur la manière de devenir des investisseurs et les soutenir à moyen et long terme dans le but de réaliser des investissements durables.

## 4 Favoriser l'investissement des diasporas pour l'adaptation aux changements climatiques

**Le potentiel des investissements des diasporas vis-à-vis de l'adaptation aux changements climatiques est énorme, mais il est encore sous-exploité. Il reste encore beaucoup à faire pour qu'ils produisent un impact**

Les investissements des diasporas offrent aux communautés rurales une voie prometteuse pour renforcer leur résilience climatique et briser le cycle des migrations forcées induites par les changements climatiques. Les investissements des migrants peuvent être – et dans certains cas sont déjà – utilisés par les entrepreneurs ruraux pour promouvoir des solutions d'adaptation aux changements climatiques, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et économique, encourageant l'adoption d'une agriculture durable, d'une plus grande efficacité de l'eau, de cultures résistantes à la sécheresse et de pratiques de restauration des terres, entre autres mesures d'adaptation.

Cependant, très peu de recherches sur les investissements des diasporas dans l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales ont été entreprises jusqu'à présent. L'attention est portée sur la migration en tant que réponse aux changements environnementaux et climatiques mais la recherche n'analyse que marginalement la pertinence des investissements et des envois de fonds des diasporas par rapport à la création de solutions d'adaptation aux changements climatiques.

Dans le même temps, si les investisseurs des diasporas sont souvent conscients de l'évolution des conditions auxquelles l'agriculture et les activités connexes sont confrontées et de la nécessité de s'adapter à ces changements, il se peut qu'ils ne soient pas suffisamment informés des possibilités d'investir dans des activités d'adaptation et de résilience aux changements climatiques.

### Résultats exploitables:

- Promouvoir une analyse plus approfondie de la contribution des investissements des diasporas à la lutte mondiale contre les changements climatiques afin de disposer d'une base plus solide pour évaluer l'impact potentiel de ce phénomène.
- Sensibiliser à l'importance d'investir dans des stratégies d'adaptation aux changements climatiques, en adéquation avec la création de mécanismes d'investissement axés sur le climat et une formation adéquate en matière de financement climatique pour les investisseurs des diasporas et les entrepreneurs ruraux. Cela peut considérablement accroître les investissements des diasporas dans des activités produisant un impact sur la résilience climatique et permettre ensuite aux entrepreneurs ruraux de s'adapter aux changements climatiques.
- Identifier le rôle que les diasporas peuvent jouer dans le financement vert dans les pays d'origine et les mécanismes d'investissement adéquats et les lier aux secteurs prioritaires inclus dans les plans de développement nationaux.

## 5 Passer de projets pilotes à des interventions à plus grande échelle

**Des interventions à plus grande échelle peuvent exploiter pleinement l'impact de l'investissement des diasporas sur le développement durable**

La demande des diasporas vis-à-vis de mécanismes d'investissement adéquats a augmenté de manière exponentielle ces dernières années, en raison de l'importance accrue accordée à l'impact et aux attentes en matière de durabilité. En réponse, une série de modèles pilotes et d'initiatives d'investissement ont vu le jour, avec des degrés de réussite divers, et ont permis de tirer des enseignements précieux. Les instruments de financement public et de développement doivent désormais être utilisés pour aider à la mobilisation des investisseurs des diasporas et au passage à l'échelle de leurs modèles d'intervention.

### Résultats exploitables:

- Passer de projets pilotes à projets à grande échelle en impliquant toutes les parties prenantes (secteurs public et privé, société civile et organisations des diasporas) afin de tirer parti des enseignements tirés jusqu'à présent. Les solutions réussies doivent être reproduites, étendues et adaptées à différents contextes.
- Supprimer les obstacles qui empêchent les investissements des diasporas dans les petites et moyennes entreprises (PME) ou les obligations nationales et promouvoir les actions visant à faciliter la mise en place de véhicules conformes pour mettre en commun les ressources des diasporas dans les pays d'accueil.
- Fournir des incitations pour orienter les diasporas vers des options d'investissement viables tout en améliorant leurs connaissances financières et mettre en place des mécanismes pour réduire les risques d'investissement.
- Identifier et promouvoir des instruments de financement public et de développement susceptibles d'encourager les investissements des diasporas, y compris la finance mixte, les solutions de garantie et les incitations fiscales.

# Journée internationale des envois de fonds à la famille



**PROMOUVOIR LES ENVOIS DE FONDS DIGITAUX POUR FAVORISER L'INCLUSION FINANCIÈRE ET LA RÉDUCTION DES COÛTS**

Campagne  
**IDFR 2023-2024**



Journée internationale  
des envois de fonds à la famille  
**16 JUIN**



#FamilyRemittances

[www.familyremittances.org](http://www.familyremittances.org)

La Journée internationale des envois de fonds à la famille (IDFR), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, est célébrée chaque année le 16 juin. Cette journée reconnaît la contribution de plus de 200 millions de migrants à l'amélioration des conditions de vie des 800 millions de membres de leur famille restés au pays. La moitié de ces flux vont vers les zones rurales, où se concentrent la pauvreté et la faim, et où les envois de fonds sont les plus importants.

Grâce à cette Journée, les Nations Unies visent à mieux faire connaître l'impact que ces contributions ont sur des millions de ménages, mais aussi sur des communautés, des pays et des régions entières. La Journée appelle également les gouvernements, les entités du secteur privé, ainsi que la société civile, à trouver des moyens de maximiser l'impact des envois de fonds par le biais d'actions individuelles et/ou collectives.

La campagne de cette année « Les envois de fonds numériques vers l'inclusion financière et la réduction des coûts » et la célébration de l'IDFR ont été bien accueillies par nos partenaires, nos donateurs et les membres de l'écosystème des envois de fonds.

À l'occasion du Sommet 2023 du GFRID, le **Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière (GPFI)**, sous la présidence indienne du G20, et le Réseau des **Nations Unies sur les migrations**, qui représente toutes les agences des Nations Unies travaillant sur les migrations, ont publié deux déclarations de soutien à la campagne. [Déclarations de soutien écrites](#)

En outre, **12 engagements vidéo** et 11 déclarations de directrices et directeurs et membres dirigeants des Nations Unies et d'organisations internationales, de PDG d'entreprises et d'associations du secteur privé et de présidents d'associations des diasporas ont été présentés et largement diffusés. [Parrainages vidéo](#)



**António Vitorino**  
Directeur général, OIM



**Achim Steiner**  
Administrateur, PNUD



**Alvaro Lario**  
Président, FIDA



**Alan Marquard**  
Vice-président exécutif, Solutions de transfert chez Mastercard



## Les récompenses de l'IDFR 2023

Lors du Sommet 2023 du GFRID, deux banques centrales africaines, la Banque centrale du Kenya et la Banque centrale de Gambie, ont reçu une **récompense de l'IDFR pour leur engagement fort et leur leadership dans la promotion des envois de fonds dans leurs pays**, et ce faisant, pour l'exemple qu'elles transmettent à l'ensemble du continent.

DE GAUCHE À DROITE

Donal Brown | Vice-Président adjoint, PMD, FIDA

Cristina Duarte | Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Conseillère spéciale pour l'Afrique

Abdou H. Ceesay | Directeur, Département de la gestion des devises, Banque centrale de Gambie

Dr Patrick Ngugi Njoroge | Gouverneur, Banque centrale du Kenya

H.E. Marie Charlotte G. Tang | Ambassadrice des Philippines au Kenya

Stephen Odua | Département d'État pour la promotion des investissements, Gouvernement du Kenya



La campagne a bénéficié d'une grande visibilité dans les médias avec plus de **100 mentions dans les médias**, **100 000 impressions** sur les supports de réseaux sociaux de l'IDFR et plus de **5 000 vues sur le web**.

**United Nations** @UN · Jun 16

1 billion people worldwide are involved with remittances, either as senders or receivers.

Friday's **#FamilyRemittances** Day highlights the financial contribution of migrant workers to their families & communities back home.

More from @IFAD: [ifad.org/en/web/latest/...](https://ifad.org/en/web/latest/)



19 92 259 74.6K

**State Department for Diaspora Affairs** | ... @Diaspora... · Jun 16

As we mark the **International Day of Family Remittances**, we would like to honor all Kenyans in the Diaspora who uplift their families, communities through their financial contribution back home. Your sacrifice remains invaluable to 🇰🇪. #familyremittances @roselinenjogu



Rosellne K. Njogu  
0:23, State Department for Diaspora Affairs

4 20 52 11K

**UN Women** @UN Women · Jun 16

It's International Day of **#FamilyRemittances!**

According to data, migrant women earn less than migrant men on average, but remit a greater proportion of their earnings and at more regular intervals.

Find out more.



7 29 73 12.2K

**EU International Partnerships** @EU\_Partnerships

Migrants' financial contributions to their home communities help fuel **#SDGs**.

**#FamilyRemittances** are used both to pay for daily expenses like food and to create jobs & income.

The EU is committed to advancing affordable, swift & secure remittances for all.

**#RemittancesDay**



12:30 PM · Jun 16, 2023 · 1,479 Views

**Asako Okai** @asakookai · Jun 17

For over 287 million people, the decision to provide for their families, includes migrating to another country to earn enough to cover needs such as food, education, health and electricity.

On **#FamilyRemittances** Day, @UNDP honours their contribution: [tinyurl.com/5yydhjfn8](https://tinyurl.com/5yydhjfn8)



1 1 3 238

**Migration4Development** @Mig4Dev · Jun 16

International remittances contribute significantly to reach 12 out of the 17 SDGs.

This year, the **International Day for Family Remittances** focuses on digital remittances and their support of financial inclusion and cost reduction.



1 1 91

# Remittance Marketplace

Pendant les trois jours du Forum, 35 exposants de la [Remittance Marketplace](#) ont présenté des approches diverses et innovantes, et mis en avant des partenariats et des modèles liés aux envois de fonds et/ou aux mécanismes d'investissement des diasporas. Les entreprises du secteur privé, les entités du secteur public, les organisations internationales et les groupes de réflexion enregistrés ont présenté leurs produits, business modèles, outils et technologies à un public de haut niveau composé de

responsables gouvernementaux, de représentants de l'industrie, d'agents de développement et de dirigeants de la société civile.

Situé à l'extérieur des salles de conférence du GFRID, la Marketplace a donné à tous les délégués du sommet une excellente occasion de nouer des contacts.

## Entités et organisations participantes



La Marketplace du Sommet 2023 du GFRID

# Secteur privé RemTECH Awards 2023: Innovation et développement des marchés

La Session spéciale de remise des prix a été un moment fort du Sommet 2023 du GFRID. Elle a mis à l'honneur les contributions novatrices et l'impact sur le développement apportés par les leaders des envois de fonds et les organisations du secteur privé.

Les RemTECH Awards ont été créés par CrossTech pour souligner le rôle de la technologie dans la réalisation des ODD. Depuis 2017, CrossTech présente des solutions révolutionnaires qui contribuent au développement, à la transparence, à la rapidité, au coût et à la fiabilité du secteur des envois de fonds.

Des prix ont été décernés dans cinq catégories: i) Prix de l'évolution des envois de fonds; ii) Solution innovante pour les envois de fonds; iii) Meilleure solution pour la conformité réglementaire; iv) Partenaire de l'année; et v) Meilleur opérateur de transfert d'argent.

Les lauréats des RemTECH Awards 2023 sont les suivants:

- **Moneytrans:** Prix de l'évolution des envois de fonds
- **RemitONE:** Prix de la solution innovante pour les envois de fonds
- **ThetaRay:** Prix de la meilleure solution pour la conformité réglementaire
- **MFS Africa:** Prix du partenaire de l'année
- **MFS Africa:** Prix du meilleur opérateur de transfert d'argent
- **YIDA Financial Services:** Mention spéciale du meilleur opérateur de transfert d'argent



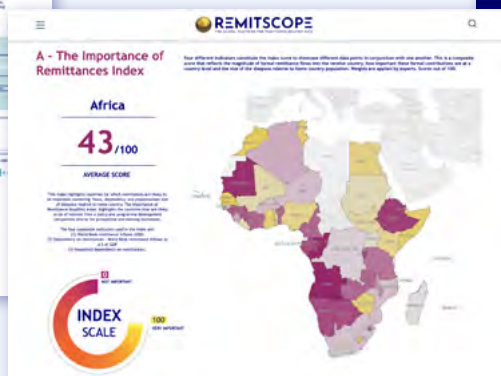
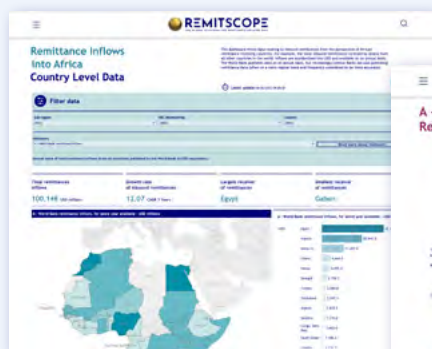
Les lauréats des RemTECH Awards du Sommet 2023 du GFRID

## RemitSCOPE



La [plateforme RemitSCOPE](https://www.remitscope.org), développée par le MFEF du FIDA, est un référentiel mondial centralisé de données et d'informations sur les marchés concernant les envois de fonds. Elle informe les entreprises et les décideurs politiques grâce à des tableaux de bord interactifs et à des profils de pays axés sur les envois de fonds.

Plus particulièrement axée sur l'Afrique, [RemitSCOPE Africa](https://www.remitscope.org) compile les données les plus récentes et les plus fiables sur les envois de fonds et les données d'envois de fonds dans 54 pays d'Afrique. Elle présente des données permettant de mieux comprendre les flux d'envois de fonds sur le continent, de recueillir des informations sur les diasporas, la tarification, les environnements opérationnels, la numérisation et l'accès, entre autres fonctionnalités.



[www.remitscope.org](https://www.remitscope.org)



Alvaro Lario, Président du FIDA à l'ouverture du Sommet 2023 du GFRID



Session sur *La mobilisation du potentiel des migrants: idées fausses et opportunités*



Roseline K. Njoku, Secrétaire principale, Département d'État pour les affaires des diasporas, Gouvernement du Kenya, s'exprimant lors de l'ouverture du Sommet 2023 du GFRID



Session sur *La Contribution des migrants à l'adaptation et à la résilience climatiques: vers un nouveau paradigme?*



Halimatou Nimaga, Vice-présidente de l'Union des Ambassadeurs (UDA) s'exprimant lors de la session *Investir dans l'avenir de l'Afrique: Ce que veulent les diasporas*



Session sur *l'Intégration des investissements des diasporas dans le financement du climat: cas pratiques*



Session sur *le Lien entre les services financiers et les envois de fonds - Ghana et Ouganda*



Session sur *la Lutte contre les marchés informels - Gambie et Afrique du Sud*



Session sur les Contributions des migrants et des diasporas: sauver les champions pour atteindre les ODD d'ici 2030



Sommet 2023 du GFRID: conclusions et clôture



Donal Brown, Vice-Président adjoint, PMD, FIDA



Cristina Duarte, Secrétaire générale adjointe et Conseillère spéciale pour l'Afrique, UN OSAA



Prix RemTECH du secteur privé 2023: Innovation et développement des marchés



Session sur l'Objectif 20 du Pacte mondial: Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants



Réception au Musée national de Nairobi



Les participants échantent lors du Sommet 2023 du GFRID

# Organisateurs et partenaires

## Organisateurs



### Fonds international de développement agricole

Le Fonds international de développement agricole est une agence spécialisée des Nations Unies et une institution financière qui a pour mandat d'investir dans les populations rurales afin d'éradiquer la pauvreté dans les pays en développement. Le FIDA, qui travaille avec de nombreux partenaires, notamment les populations rurales pauvres, les donateurs, les organisations non gouvernementales et bien d'autres partenaires, privilégie les solutions tenant compte des spécificités de chaque pays et susceptibles de favoriser l'accès des populations rurales aux services financiers, aux marchés, à la technologie, et à la terre et autres ressources naturelles.

Le **Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF)** du FIDA, d'un montant de 65 millions d'USD, impliquant différents donateurs, vise à maximiser l'impact des envois de fonds sur le développement et à promouvoir l'engagement des diasporas dans les pays d'origine des migrants. Grâce à des actions de sensibilisation, des projets innovants et des partenariats, les initiatives promues par le MFEF ont contribué à une meilleure prise de conscience du lien entre les envois de fonds, les investissements des diasporas et le développement, ainsi que de leur impact transformateur dans les zones rurales.

[www.ifad.org/ffr](http://www.ifad.org/ffr)



### Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique des Nations Unies – OSAA

Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (OSAA) a été officiellement créé en mars 2003 et est devenu opérationnel peu après. Son mandat consiste à renforcer le soutien international au développement et à la sécurité de l'Afrique à travers des activités de plaidoyer et d'analyse; apporter son concours au Secrétaire général afin que le soutien du système des Nations Unies au continent africain soit plus cohérent et coordonné; faciliter les discussions intergouvernementales sur l'Afrique à l'échelon mondial, notamment en ce qui concerne le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD); et établir un mécanisme de suivi pour examiner les engagements pris en faveur du développement en Afrique. Ce mandat est mis en oeuvre à travers les quatre rôles fonctionnels clés de l'OSAA qui guident ses programmes et ses travaux, à savoir: i) Conseil; ii) Plaidoyer; iii) Coordination; et iv) Suivi.

[www.un.org/osaa](http://www.un.org/osaa)



### Groupe de la Banque mondiale – Pôle mondial d'expertise en Finance, compétitivité et innovation

Avec 189 États membres, des collaborateurs issus de plus de 170 pays et plus de 130 antennes à travers le monde, le Groupe de la Banque mondiale est un partenariat mondial unique qui oeuvre pour des solutions durables permettant de réduire la pauvreté et de construire une prospérité partagée dans les pays en développement.

Le **Pôle mondial d'expertise en Finance, compétitivité et innovation (FCI)** du Groupe de la Banque mondiale oeuvre à la création d'un environnement favorable dans lequel la stabilité financière, l'efficacité et les solutions au niveau des entreprises sont fournies de manière intégrée pour attirer le secteur privé, soutenir la création de marchés et accélérer une croissance équitable.

[www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

## Parrains



Commission européenne  
[www.ec.europa.eu](http://www.ec.europa.eu)



Investir dans les  
populations rurales  
Fonds international de  
développement agricole  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)



german  
cooperation  
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT  
Coopération allemande  
[www.giz.de/en](http://www.giz.de/en)



THE GOVERNMENT  
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG  
Ministry of Foreign and European Affairs

Directorate for Development Cooperation  
and Humanitarian Affairs

Ministère des affaires  
étrangères du Luxembourg  
[www.maee.gouvernement.lu/  
fr.html](http://www.maee.gouvernement.lu/fr.html)



Agence espagnole pour la  
coopération internationale au  
développement (AECID)  
[www.aecid.es/en](http://www.aecid.es/en)



Suède  
Sverige  
Agence suédoise  
de coopération  
[www.sida.se](http://www.sida.se)

## Partenaires techniques



African Diaspora Network (ADN)  
[www.africandiasporanetwork.org](http://www.africandiasporanetwork.org)



Cenfri  
[www.cenfri.org](http://www.cenfri.org)



CrossTech  
[www.crosstechpayments.com](http://www.crosstechpayments.com)



Portail FinDev – La finance  
inclusive pour le  
développement  
[www.findevgateway.org](http://www.findevgateway.org)



GSMA  
[www.gsma.com](http://www.gsma.com)



Association internationale des  
réseaux de transfert d'argent  
(IAMTN)  
[www.iamtn.org](http://www.iamtn.org)



World Savings and Retail  
Banking Institute  
[www.wsbi-esbg.org](http://www.wsbi-esbg.org)

Cette compilation GFRID vous est présentée par:



le Mécanisme de financement des envois de fonds  
du Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 – 00142 Rome, Italie

Téléphone: +39 06 54592012

Courriel: [remittances@ifad.org](mailto:remittances@ifad.org)

[www.ifad.org/fr/remittances](http://www.ifad.org/fr/remittances)

[www.gfrid.org](http://www.gfrid.org)

[www.familyremittances.org](http://www.familyremittances.org)

[facebook.com/ifad](https://www.facebook.com/ifad)

[instagram.com/ifad\\_org](https://www.instagram.com/ifad_org)

[linkedin.com/company/ifad](https://www.linkedin.com/company/ifad)

[twitter.com/ifad](https://twitter.com/ifad)

[youtube.com/user/ifadTV](https://www.youtube.com/user/ifadTV)

Octobre 2023

Toutes les photographies du Sommet ©FIDA/MFEF

ISBN 978-92-9286-342-1



9 789292 663421